

N° 059/CA du Répertoire

N° 98-11/CA du Greffe

Arrêt du 29 Août 2002

AFFAIRE : EDMOND DOSSOU D.

C/

Préfet Atlantique

REPUBLIQUE DU BENIN**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS****COUR SUPREME****CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 23 janvier 1998 enregistrée au greffe de la Cour le 09 février 1998 sous le n° 082/GCS par laquelle Maîtres Gabriel A. et Romain K. DOSSOU, Avocats près la Cour d'appel de Cotonou, Conseils du nommé Edmond D. DOSSOU ont introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'arrêté préfectoral n° 2/180/DEP-ATL/SG/SAD du 19 avril 1995 par lequel le Préfet du Département de l'Atlantique a procédé au retrait de la parcelle I du lot 1852 des lotissements Fifadji Yénawa ;

Vu la communication n° 837/GCS du 23 juin 1998 transmettant au Préfet du Département de l'Atlantique pour ses observations, ladite requête, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ;

Vu la mise en demeure adressée par lettre n° 1215/GCS du 11 septembre 1998 au Préfet du Département de l'Atlantique à laquelle il n'a pas non plus répondu ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 1169 du 16 mars 1998 ;

Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Les parties ayant été régulièrement informées du jour de l'audience ;

Oùï le Conseiller **Joachim G. AKPAKA** en son rapport ;



DE = 2000

Enregistré à Cotonou le 17/12/03

Fo H6 Case H6 18-3

Reçu Deux mille francs

L'Inspecteur de l'Enregistrement



Notifié L/n° 0867-0868/GCS du 10/03/2004
P.G.-es L/n° 0864/GCS du 10/03/2004

Vu g

112 102 9

Où l'avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Considérant que l'article 68 alinéa 1 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 dispose ;

« le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux mois.

Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de sa notification » ;

Que l'examen du dossier révèle :

Que le 23 janvier 1998 le requérant Edmond D. DOSSOU a saisi la Haute Juridiction d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'Arrêté n° 2/180/DEP-ATL/SAD du 09 avril 1995 ayant retiré la parcelle « I » du lot 1852 de Cotonou au requérant pour l'attribuer à dame Véronique GBEDA ;

Que le recours gracieux requis par la loi avant le recours contentieux devant la Cour Suprême n'est intervenu que le 03 juin 1997, soit plus de deux ans après la prise de l'Arrêté attaqué sans qu'un motif soit évoqué ;

Qu'au surplus entre le 03 juin 1997, date du recours gracieux du requérant Edmond D. DOSSOU et le 23 janvier 1998, date de la saisine de la Cour Suprême, il s'est écoulé un délai de sept (07) mois ;

Qu'il en résulte que les délais prévus par l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême sont dépassés ;

Que dès lors le recours du sieur Edmond D. DOSSOU doit être rejeté en la forme pour avoir été introduit hors délai ;

En conséquence il y a lieu de le déclarer irrecevable ;



PAR CES MOTIFS,**DECIDE :**

Article 1^{er} : Le recours en annulation pour excès de pouvoir de Edmond D. DOSSOU en date du 23 janvier 1998 contre l'Arrêté Préfectoral n° 2/180/DEP-ATL/SG/AD du 19 avril 1995 est irrecevable ;

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu' au Procureur Général près la Cour Suprême ;

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de :

ASSOGBA Jérôme Olaïtan, Conseiller à la Chambre Administrative, **PRESIDENT** ;

Joachim G. AKPAKA }

et }

Eliane PADONOU }

CONSEILLERS.



Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-neuf août deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Maître **Françoise TCHIBOZO-QUENUM,**

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier.

